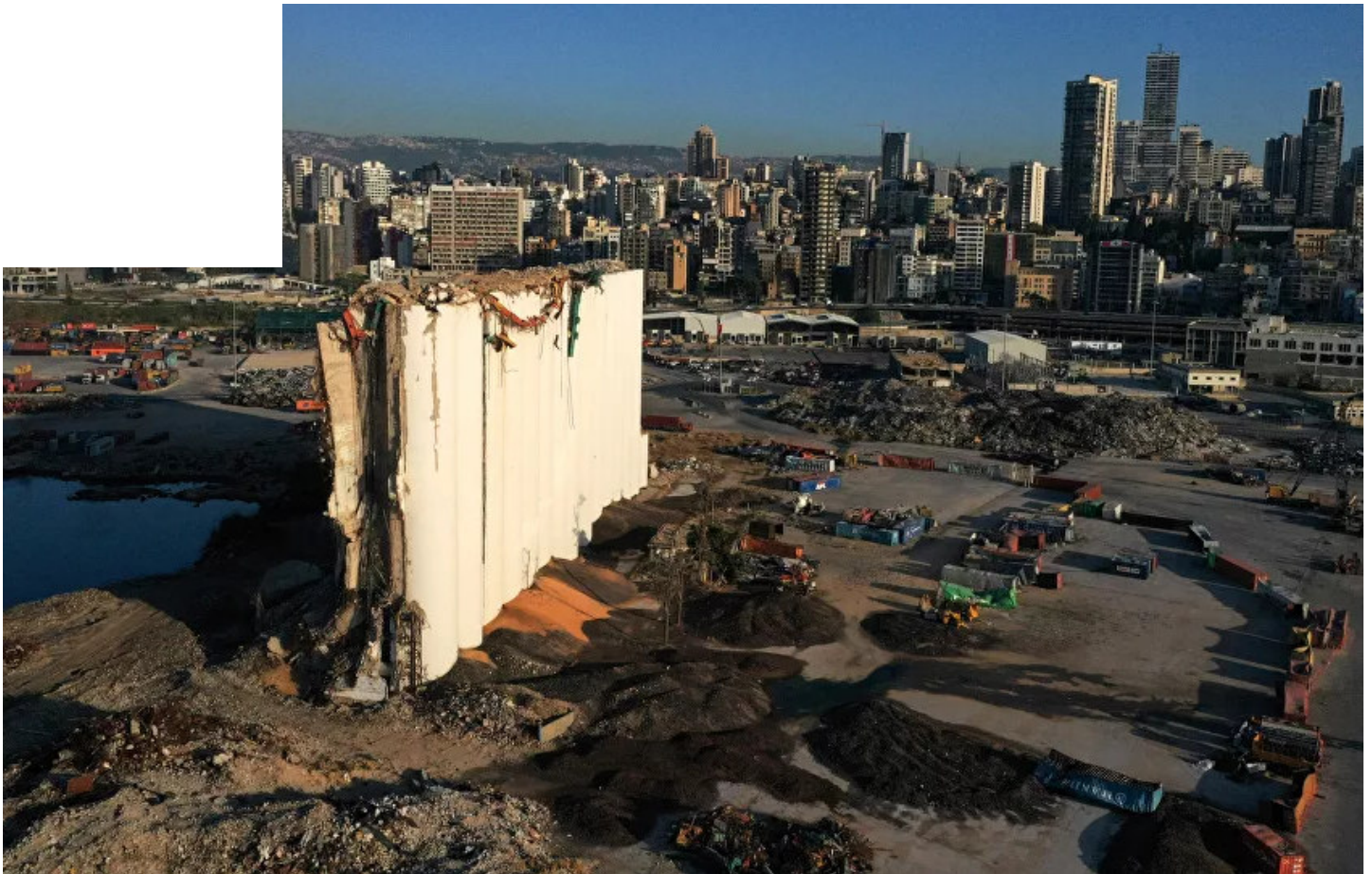




© AFP 2021 DYLAN COLLINS

Selon la Banque mondiale, le Liban s'enfonce dans la crise: demain, le chaos?

MOYEN-ORIENT 18:45 02.06.2021

Par *Alexandre Aoun*

S'abonner

Dans un rapport, la Banque mondiale met en garde la communauté internationale sur l'ampleur de la crise économique au Liban. Une crise qui ne cesse de s'aggraver, entre hausse du chômage et paupérisation de la société, en raison des nombreux blocages politiques et de l'absence de réformes structurelles, estime Michel Fayad, analyste économique.

La Banque mondiale n'y va pas de main morte.

Dans un rapport publié le 1er juin, l'institution financière a indiqué que le pays du Cèdre connaissait l'une des trois [plus graves crises économiques mondiales depuis le XIXe siècle](#). Cette année, le Liban risque de perdre 10% de son PIB, sans le moindre «tournant clair en vue». En 2019, son économie s'était déjà contractée de 6,7% et de 20,3% en 2020.

Liban: la crise est « parmi les pires crises financières du monde depuis le milieu du XIXe siècle»

<https://t.co/2VjnJYxWPR> [pic.twitter.com/nT4lYGMzXh](https://t.co/2VjnJYxWPR)

— RFI (@RFI) [June 1, 2021](#)

Tout espoir d'une reprise économique rapide semble plus que jamais hypothétique. La situation s'est en partie détériorée du fait de la pandémie et de l'explosion du port de Beyrouth en août dernier. Une crise qui toucherait tous les Libanais, à en croire Michel Fayad, analyste économique et politique libanais.

«Le taux de chômage est d'environ 40%. Aux dernières nouvelles, la pauvreté toucherait au moins 55% de la population. La classe moyenne se raréfie. On peut comparer le Liban au Venezuela: le pays est littéralement en faillite totale», déplore-t-il au micro de Sputnik.

En effet, l'économie libanaise est littéralement exsangue. «[Chaque semaine, le peuple descend d'un palier](#)», regrettait récemment Najib Fayad, consultant économique libanais, à notre antenne. Assurément, tout le pays s'effondre: la livre libanaise a dégringolé à 13.000 pour un dollar au marché noir et le salaire minimum a perdu environ 90% de sa valeur: il est désormais inférieur à ceux du Bangladesh et des Philippines.

Le pire à venir? «Toutes les banques sont insolvables»

Autre exemple flagrant, selon le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), [le prix des produits alimentaires a quintuplé en un an](#). «Les dommages permanents infligés au capital humain seraient très difficiles à réparer», souligne l'étude de la Banque mondiale.

Une situation qui empire avec la crise du secteur bancaire libanais. Et pour cause, «toutes les banques sont insolvables», explique l'analyste économique. Depuis plusieurs semaines, des centaines de Libanais attaquent en justice leur banque pour avoir gelé leur épargne. Des procédures judiciaires sont également en cours en France, en Angleterre et aux États-Unis.

Riad Salamé, le gouverneur de la Banque du Liban, est lui-même dans le viseur des parquets français et suisse pour avoir constitué frauduleusement un important patrimoine en Europe. La justice helvétique a en effet dressé le parcours des fonds effectués par le patron de la Banque centrale du pays du Cèdre. Pas moins de [300 millions de dollars](#) auraient transité des îles Vierges à Genève en passant par le Panama. Honni par la majorité des Libanais, Riad Salamé refuserait également l'audit du système bancaire, pourtant réclamé par la communauté internationale pour venir en aide au Liban.

© AFP 2021 JOSEPH EID

Le Drian à Beyrouth: «la politique de la France est erratique», selon un activiste libanais

«Les citoyens libanais ne peuvent plus retirer d'argent des banques. Le contrôle des capitaux a été imposé par les banques depuis octobre 2019. C'est un contrôle en dehors du cadre légal. De fait, les Libanais réclament une loi au Parlement. Or, en charge de promulguer cette loi, la commission parlementaire aux finances et au budget ne l'a toujours pas fait», souligne Michel Fayad.

«L'économie et le politique sont intrinsèquement liés. Tant qu'il n'y aura pas de réforme politique, il n'y aura pas d'amélioration économique», ajoute-t-il. Mais là est le problème de fond: le Liban est plus que jamais divisé sur le plan politique.

Vers une seconde révolution au Liban?

Et c'est peu dire face aux [innombrables blocages](#) de la classe politique libanaise. «Les réponses politiques des dirigeants libanais à ces défis ont été très insuffisantes», euphémise le rapport de la Banque mondiale. Si ce dernier se garde bien de les citer nommément, les responsables de cette situation sont connus: ce sont les deux principales forces politiques du pays, celle de Saad Hariri et du général Aoun. Toutes deux peuvent compter sur leurs principaux soutiens locaux et régionaux. Le Hezbollah soutiendrait le général et Hariri s'appuierait sur le parti de Walid Jumblatt, la principale force druze du pays, et les Forces libanaises.

Sans surprise, la crise interne s'est internationalisée, chacun des protagonistes faisant des pieds et des mains pour trouver des soutiens à l'étranger. Saad Hariri, le Premier ministre désigné, a multiplié les voyages aux Émirats, en France, en Turquie et en Russie pour demander à ces pays de faire pression sur le Président Michel Aoun pour qu'il accepte sa feuille de route. Ce dernier n'est pas en reste: il a rencontré [les ambassadeurs français et saoudiens](#) en mars dernier pour leur faire part de ses positions. Il reçoit également le 2 juin l'important patriarche maronite Bechara Raï au palais présidentiel. Mais rien n'y fait, chaque parti campe sur ses positions. Résultat des courses, le pays est sans gouvernement depuis maintenant 10 mois.

© SPUTNIK . MIKHAÏL ALAEDDINE

Le Liban appelle les pays arabes au secours: «pourquoi investiraient-ils dans un pays tenu par une mafia?»

«Les gens n'ont plus rien à perdre»

Une situation qui n'est pas près d'évoluer, selon l'analyste politique. «Le problème est que le peuple libanais s'impatiente de plus en plus. On pourrait voir la résurgence d'un mouvement comme en 2019, mais en pire», prédit avec inquiétude Michel Fayad. Une crainte également partagée par la Banque mondiale: son rapport alerte sur les risques «de potentiels déclencheurs de troubles sociaux.» En octobre 2019, le Liban avait été secoué par un mouvement contestataire. La grogne populaire avait duré plusieurs mois et avait pour objet de [se débarrasser de la totalité de la classe politique](#), jugée corrompue et inactive. Compte tenu de la détérioration de la situation économique du pays, le pire est à craindre pour le Liban:

«En 2019, les gens avaient encore de quoi manger, les gens avaient du travail, un compte en banque. Là, ils n'ont plus rien à perdre. Il y a une véritable possibilité d'insurrection sociale, une sorte d'anarchie sociale, comme au Venezuela et en Grèce. Les gens descendent déjà dans la rue pour casser et piller les magasins pour survivre», regrette Michel Fayad.

Finalement, la logique semble simple: seul un retour à la stabilité politique pourrait permettre la mise en place des réformes structurelles et l'aide financière de la communauté internationale tant attendue.

A découvrir également

DISCUSSION

[Règles de conduite](#)[COMMENTER VIA SPUTNIK](#)[COMMENTER VIA FACEBOOK](#)

COMMENTAIRE

Tous les commentaires

full-up

19:52 02.06.2021 | -2

si des gens comme Ghosn (et ils sont nombreux) payaient correctement leurs impôts , le Liban aurait des rentrées d'argent et ne serait pas obligé de faire la manche auprès d'autres pays !

Fred202

19:54 02.06.2021 | -3

Reste plus qu'à mettre en place le premier progrès de l'humanité La gratuité de tout pour tous et faire un feu de joie avec les biftons bancaires in mangeables pour aller vers un monde de joie léger ..

TyrannyUnmasked

20:56 02.06.2021 | 1

Un pays qui fût prospère, on l'appelait la Suisse du Moyen-Orient, jusqu'au jour où, des puissances étrangères en n'ont décidé autrement.

poseidon

21:07 02.06.2021 | 1

Le Liban s'enfonce dans une crise créée par l'otan, si elle se rapproche de Moscou et de Pékin, il va se passer le contraire

Legrand

21:38 02.06.2021 | -1

Le Liban devrait demander de l'aide à Carlos Ghosn !!

mouais

21:44 02.06.2021

les comptes courants des Libanais ont été vidés par les élus Libanais